

le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (3^e)
Cheque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

LES BATAILLES OUVRIERES Avec le Nord !

Les grèves qui, depuis plusieurs semaines, mettent en opposition flagrante la classe ouvrière et le patronat du Nord, sont très significatives. Elles démontrent que si le prolétariat ne réagit pas immédiatement, une mentalité va s'implanter en notre pays qui est identiquement la même qui conduisit Mussolini à la présidence du Conseil en Italie.

Qu'on ne s'y trompe pas : la résistance qu'opposent Ley et ses acolytes aux revendications légitimes des ouvriers est une démonstration de la volonté combative des potentiels de l'industrie et de la haute-banque qui sont bien décidés à opposer une dure solidité au flot des aspirations des travailleurs.

Certes, les industriels du Nord ont été habiles. Ayant préparé leur voie par la presse des archevêques et de Coty, ils espéraient que les ouvriers tomberaient dans le panneau qui les entraînaient à aider leurs exploiteurs dans la lutte contre les Assurances sociales.

Nous avons dit ce que nous pensions de cette loi — mais nous nous refusons catégoriquement à faire le jeu des partisans dans cette aventure.

La loi sur les Assurances sociales n'a été qu'un prétexte fourni par le Gouvernement aux industriels pour essayer de mater les organisations syndicales.

La manœuvre des négriers du Nord est par trop visible pour que nous conservions un seul scrupule à inviter les ouvriers à ne pas se laisser prendre au piège.

En effet, que disent les patrons du Nord ?

Tout simplement ceci :

« L'Etat va retenir sur vos salaires un pourcentage pour payer vos cotisations aux Assurances sociales. Or, l'Etat, de par la loi, nous oblige à vous retenir cette cotisation lors de votre paye. En même temps, nous sommes obligés de verser à la caisse d'Assurances la même somme que celle que nous vous prélevons.

» Vous nous objectez que, si nous exécutons le texte de loi, nous allons rogner votre gain de cette cotisation et que, votre salaire suffisant à peine à vous faire vivre, vous serez dans l'impossibilité de continuer à travailler dans des conditions semblables. Donc, vous nous demandez de bien vouloir augmenter votre salaire d'une somme équivalente à celle que nous vous retiendrons au nom de l'Etat pour vos Assurances sociales.

» Nous sommes nous-mêmes grevés de la même cotisation que vous. C'est donc une nouvelle charge que nous aurons à supporter — et vous comprendrez aisément que nous ne puissions pas encore doubler cette charge en prenant votre cotisation à notre actif. »

**

Jusqu'ici, cela aurait pu peut-être se défendre (encore que la controverse puisse être animée) — mais où les industriels du Nord y allèrent un peu fort, c'est lorsqu'ils ajoutaient ceci :

« Mais, néanmoins, nous sommes reconnaissants envers nos bons travailleurs. Ceux qui auront, un an durant, œuvré dans nos ateliers, recevront une prime de fidélité qui les dédommagera entièrement de leur cotisation aux Assurances sociales. »

Autrement dit : Ceux qui auront su être suffisamment dociles pour pouvoir travailler un an dans la même maison auront droit à l'os que l'on donne au bon toutou qui ne mord jamais sa mère.

Car, le plus important de cette clause, c'est qu'il fallait avoir travaillé un an sans interruption de travail pour avoir droit à la « prime de fidélité ». Y avait-il grève et y participiez-vous ? Pfft ! Adieu à la prime !

Y avait-il chômage — et faisiez-vous partie du contingent de ceux que le patronat licencierait instantanément ? Bonsoir à la prime !

**

Les ouvriers du Nord répondirent : « Ou ce que vous nous proposez comme prime à la fidélité n'est qu'un engagement de notre part à accepter toutes vos conditions de travail — où c'est que vous voulez donner une aumône au pauvre diable assez dérisoirement payé

ELISEE RECLUS.

Pour Berneri QU'ALLONS-NOUS FAIRE ?

Nous devions donner cette semaine une longue étude concernant notre camarade Berneri et indiquer sa triste situation de proscrit. Ce sera pour la semaine prochaine; des renseignements et des documents qui nous étaient indispensables pour ce travail nous étaient parvenus trop tard.

Pour ce qui est de sa récente expulsion de France, nous n'avons rien de nouveau à annoncer. Cette arbitraire mesure n'a pas été rapportée et nous craignons bien qu'elle ne soit que lorsque nous aurons été capables, par notre action, de susciter un fort mouvement d'opinion publique en faveur de cette victime de la police internationale.

Que tous, alors, se mettent à l'ouvrage des maintenant pour que cessent les lamentables tribulations de Berneri.

Le Comité du Droit d'Asile.

PROPOS D'UN PARIA

On discute de plus en plus sur les assurances sociales. Les uns, et je suis de ceux-là, estiment qu'il n'y a rien de bon à attendre d'une loi, quelle qu'elle soit. Les lois sont faites par et pour la bourgeoisie. Celles qui ont une apparence de libéralisme ne sont que des attrape-nigauds ou, si vous aimez mieux — et ce qui est tout pareil — des attrape-électeurs.

Il n'empêche que nos frères de misère du Nord qui ont entamé une dure bataille contre les esclavagistes peuvent compter sur notre solidarité effective.

Aux côtés des grévistes du Nord, contre tous ceux qui, pour des buts inavouables, entretiennent la bataille. Avec l'espérance que cette grève incitera les esclaves à entreprendre une autre forme de lutte... qui aboutira à des réalisations plus importantes qu'une simple augmentation de salaires.

Lire en deuxième page :

Les incertitudes de la science économique, par J. COUJON

Triste spectacle, par J. BASTIEN

L'ANARCHISTE

Par définition même, l'anarchiste est l'homme libre, celui qui n'a point de maître. Les qui professent sont bien siennes par le raisonnement ; sa volonté, née de la compréhension des choses, se concentre vers un but clairement défini ; ses actes sont la réalisation directe de son dessein personnel. A côté de tous ceux qui répètent dévotement les paroles d'autrui ou les redites traditionnelles, qui assouplissent leur être au caprice d'un individu puissant ou, ce qui est plus grave encore, aux oscillations de la foule, lui seul est un homme : lui seul a conscience de sa valeur en face de toutes ces choses molles et sans consistance qui n'osent pas vivre de leur propre vie.

Mais cet anarchiste qui s'est débarrassé moralement de la domination d'autrui et qui ne s'accoutume jamais à aucune des oppressions matérielles que des usurpateurs font peser sur lui, cet homme n'est pas encore son maître aussi longtemps qu'il ne s'est pas émancipé de ses passions irraisonnées. Il lui faut se connaître, se dégager de son propre caprice, de ses impulsions violentes, de toutes ses survivances d'animal préhistorique, non pour tuer ses instincts, mais pour les accorder harmonieusement avec l'ensemble de sa conduite. Libéré des autres hommes, il doit l'être également de soi-même.

Si l'anarchiste arrive à se connaître par cela même, il connaît son milieu, hommes et choses. L'observation et l'expérience lui auront montré que par elles-mêmes toute sa ferme compréhension de la vie, toute sa fière volonté resteront impuissantes s'il ne les associe pas à d'autres compréhensions, à d'autres volontés. Seul, il serait facilement écrasé, mais, devenu force, il se groupe avec d'autres forces constituant une société d'union parfaite, puisque tous sont liés par la communion d'idées, la sympathie et le bon volonté. En ce nouveau corps social, tous les camarades sont autant d'égaux donnant mutuellement le même respect et les mêmes témoignages de solidarité. Ils sont frères désormais et les mille révoltes des isolés se transforment en une revendication collective, qui tôt ou tard nous donnera la société nouvelle, l'Harmonie.

P.-S. — Ne vivant pas encore, heureusement, sous le signe de la responsabilité collective, cet article n'engage que son auteur.

Je prévois que l'hiver prochain sera dur, très dur.

Je ne pense pas, bien entendu, à ces parasites qui, grâce à notre belle organisation sociale, ne manquent jamais de rien, bien que, printemps, été, automne et hiver, ils ne se livrent à aucun travail utile ; je ne pense pas, non plus, aux trop nombreux trafiquants et mercantis pour qui la détresse publique est une bonne fortune ; je pense à la multitude de ceux et de celles qui ne doivent leurs moyens d'existence qu'au travail salarié et qui appartiennent à cette fraction — de beaucoup la plus considérable — de l'humanité que, par un terme synthétique, on appelle « le prolétariat ».

C'est pour ceux-là que je prévois un hiver 1930-1931 exceptionnellement pénible.

Cette prévision ne m'est pas personnelle ; elle est celle de tous les individus qui prêtent aux bruits d'aujourd'hui et de demain une oreille attentive.

Sans aucun doute, la vie du prolétariat n'est qu'une série presque ininterrompue de crises : période de surproduction, accompagnée d'un travail exténuant, suivie fatidiquement, dès que les stocks abondent et que le marché s'engorgue, d'une crise de chômage ; sous-production amenant forcément un salaire supprimé ou diminué. Dans le désordre économique actuel, les périodes de travail excessif et de repos forcé alternent ; qui, pour le travailleur, se chiffrent invariablement par le surmenage ou la privation.

Mais, au cours de cette existence cahotique et folle, il y a des jours particulièrement douloureux et je pense que nous sommes à la veille d'une crise exceptionnelle aiguë.

Je suis persuadé que tous les lecteurs du *Libertaire*, et même tous les anarchistes partagent cette conviction.

**

EH BIEN ! QU'ALLONS-NOUS FAIRE ? Que vont faire les groupes de l'U. A. C. R. ? Que vont faire les groupes et camarades de l'A. F. A. ? Que vont faire les autres groupements, associations et compagnons ? Que vont faire nos amis dans les syndicats auxquels ils appartiennent ?

J'entends bien que les uns et les autres vont, comme chaque année, à l'entrée de l'hiver, reprendre la propagande que la saison estivale a pour effet d'amener au ralenti et j'espère bien que les circonstances devant être plus que jamais favorables à l'expansion de notre mouvement, tous redoubleront d'ardeur.

Il est impossible qu'il en soit autrement, et j'aime à croire que, les uns et les autres, tous, sans exception, nous allons rivaliser de zèle et d'énergie.

Ceux qui savent écrire écriront ; ceux qui savent parler parleront ; ceux qui savent agir agiront ; cela va de soi.

On organisera des réunions, on ira exposer le point de vue anarchiste dans les réunions organisées par les adversaires ; on distribuera des tractes de circonstance ; on provoquera des mouvements de rue et on participera à toutes les démonstrations sur la voie publique qui n'auront ni but ni caractère spécialement politique ; cela va encore de soi.

Mais cela est insuffisant. Nous serions bien coupables et presque indignes de la mission que tout militant anarchiste s'est volontairement assignée, si nous ne parvenions pas à tirer exceptionnellement parti d'une situation exceptionnellement propice à la diffusion des idées qui nous sont chères et par lesquelles nous nous distinguons et séparons de tous.

Je pose donc la question : QU'ALLONS-NOUS FAIRE, QUI SOIT SPÉCIAL, NOUVEAU, ADÉQUAT AUX EXIGENCES DU MOMENT ?

Ne perdons pas de vue que la crise économique qui, déjà ouverte, ne tardera pas à devenir extrêmement périlleuse, et pour les profitiers et pour les victimes du régime établi, peut entraîner les plus lourdes conséquences : à l'intérieur, l'installation au pouvoir de l'abominable Fascisme ; à l'extérieur, le déclenchement d'une guerre d'extermination.

Fascisme ou Guerre et, à plus forte raison, Fascisme et Guerre pèseraient fortement et pour un temps indéterminé, sur l'avenir de notre mouvement.

VOILÀ CE QU'IL FAUT ÉVITER À TOUT PRIX ET AVANT TOUT.

Et, pour la troisième fois, je pose la question : QU'ALLONS-NOUS FAIRE ?

**

Le difficile, ce n'est pas de poser une question, c'est d'y répondre.

Je ne me flatte pas d'apporter aujourd'hui même la réponse précise que comporte une telle question.

Je me borne à prier les camarades qui comprennent la gravité de la situation auquel de laquelle nous nous trouvons, de mûrement y réfléchir, de proposer aux amis le programme de propagande et d'ac-

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an ... 22 fr.	Un an ... 30 fr.
Six mois. 11	Six mois. 15
Trois mois. 5 50	Trois mois. 7 50
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

tion qui leur semblera le meilleur. Il appartiendra aux compagnons d'étudier les divers programmes soumis à leur appréciation.

L'esprit d'initiative de chacun se donnera libre cours et de cette diversité des propositions nous saurons bien extraire, en vue d'un effort commun, ce qu'il y aura de plus réalisable et de plus efficace. (N'est-ce pas l'application scrupuleuse et féconde de la méthode libertaire ?)

De la sorte, nous arriverons à discerner ce qu'il y aura de mieux à faire, tant pour nous affirmer que pour combattre — et, si possible, aujourd'hui — la quadruple et terrifiante menace de la vie de plus en plus chère, du chômage de plus en plus étendu et prolongé, du Fascisme triomphant et de la Guerre maudite.

Il nous faudra, ensuite, en arriver aux mesures des plus aptes à la défensive et à l'offensive qui s'imposent à la veille de toute bataille importante.

Cette mise au point demandera quelque temps. Il importe donc de nous atteler immédiatement à cette besogne de préparation qui nous mettra, l'heure venue, en possession de tous nos moyens et il ne nous est pas défendu d'espérer que ceux-ci auront la force d'exercer sur le cours des événements qui sont proches une influence salutaire.

SEBASTIEN FAURE.

Les traités craquent

par EPSILON

« Jurons de ne pas laisser toucher aux traités ! » Ainsi s'exaltait pathétiquement M. Raymond Poincaré, inaugurant, chose à quoi il excelle et pour laquelle il est éminemment qualifié, un de ces monuments aux morts de la guerre, destinés à perpétuer le souvenir des grandeurs de son règne.

Il en restait, paraît-il, encore à inaugurer.

Au reste, du train où vont les choses, il peut y avoir bientôt lieu d'en ériger une nouvelle série. Et il est bon que l'auteur spécialisé se tienne en forme.

Jurons-le à nos morts ! clamait-il avec emphase. Ne nous indignons pas trop de l'abus fait de ces infortunés. Aussi bien leurs camarades survivants, l'acceptent. Tout un moins grand nombre, dans leurs organisations les plus officielles, les rescapés de la tuerie, ceux qui auraient pu éléver la plus vivante, la plus émouvante, la plus irréfutable des protestations contre toute menace de renouvellement de ce dont ils ont souffert, se sont fait souvent les collaborateurs des manœuvres nationales et politiciennes. Ils en ont été payés par de grandes phrases et quelques châtelaines allocution.

En Allemagne, M. Tréviranus, ministre du Reich, réclame avec persistance la révision des traités de paix. Et cela émeut fort, non seulement nos propres nationalistes, mais encore ces excellents « pacifistes » qui s'imaginaient que quelques bombardements locarniens suffiraient à pallier à toutes difficultés internationales. Ces Allemands ne sont pas gentils, qui réclament encore, après tout ce que nous avons fait pour leur être agréables.

Qui peut donner au juste cette question du « corridor polonais » qui excite le germanisme ? Qui peuvent donner les multiples questions simultanément soulevées ? Des arrangements plus ou moins stables, ou une jolie petite guerre européenne ?

Dans cette situation d'une charmante incertitude, un fait ressort, c'est que ces traités de 1919, ces traités si chers à Poincaré, vont devenir difficiles à maintenir. Pour la simple raison que les combinaisons militaires et politiques qui avaient permis de les établir n'existent plus. Dans l'éventualité d'un conflit franco-allemand, par exemple, il est douteux que l'Etat français puisse compter sur l'appui effectif de l'Angleterre, des Etats-Unis et de l'Italie. D'où une très grande difficulté à maintenir les résultats de la « victoire » si les Etats vaincus veulent sérieusement les remettre en cause. Et ces difficultés peuvent aboutir le plus facilement du moins à du tragique.

Chaque jour s'avère davantage l'instabilité de l'ordre créé en 1919 par les chefs des Etats alliés et associés. Et il deviendra de plus en plus difficile d'expliquer à quoi les sacrifices exigés des Français de 1914 à 1918 par les chefs républicains, socialistes, avec l'approbation de certains « intellectuels », ont servi ou auraient pu servir.

son ceux qui se permettaient d'être d'un autre avis.

Les patriotes d'outre-Rhin et de quelques autres pays veulent à leur tour avoir leur revanche, pacifique ou autre, à la faveur de circonstance qu'ils estiment leur être devenue favorable.

Cela n'a rien d'étrange. Cela n'a non plus rien d'extrêmement rassurant.

Ce serait avoir une idée singulièrement haute de l'humanité que d'imaginer qu'il serait très difficile de déclencher une nouvelle grande guerre.

Si le souvenir de 1914-1918, si la conviction que de nouvelles hostilités seraient nécessairement encore plus atroces et meurtrières avaient assez ému nos contemporains pour qu'ils soient réellement décidés à ne plus s'y prêter, on en saurait, comme dit l'autre, quelque chose.

Nous assistons, au contraire, un peu partout à la recrudescence des tendances militaristes et nationalistes, comme à la déférence des partis dits internationalistes pour les organisations d'armées rouges et de défenses nationales en tous genres.

Ces questions de frontières dont on parle n'ont qu'un intérêt médiocre pour ceux qui pensent en hommes libres.

Que les gouvernements changent et re-changent les limites de leurs autorités respectives, qu'ils s'arrangent entre eux comme ils voudront et ils pourront, c'est leur affaire.

Mais ils peuvent aussi la régler autrement. Ils peuvent aussi, plus ou moins consciemment, chercher dans la guerre une diversion à certaines difficultés.

Tels pays chiffre ses chômeurs par millions. Tel autre se sent menacé par la crise économique mondiale.

Attention !

Combien sont-ils, les vrais internationalistes, combien sont-ils les hommes décidés à ne pas pactiser avec les barbaries qui menacent demain ?

Beaucoup moins que nous ne le voudrions, beaucoup moins qu'il n'en faudrait pour rendre ces menaces immédiatement vainques.

Mais si l'on songe à tous les facteurs d'abrutissement, d'imbécillisation que produisent notre époque, aux inouïes difficultés que rencontre toute pensée libre, à se manifester, il faut bien se réjouir de les voir, malgré tout, pourtant si nombreux.

EPSILON.

Aux hasards du chemin

UN SYMBOLE

Certes, on n'a pas besoin d'exemples quotidiens pour savoir que notre régime est basé uniquement sur la protection des forts et des détenteurs de l'autorité contre toute tentative de vengeance ou de révolte des victimes contre leurs bourreaux.

Pourtant, je mets sous vos yeux une coupe de journal qui est hautement significative.

Voici ce qu'on pouvait lire dans les quotidiens du 17 août dernier :

Troyes, 16 août. — Le chef de service d'une laiterie, Lucien Gendron, on le sait, a été trouvé à Mesgrigny ligoté dans une cabane : ses employés avaient ainsi voulu se venger des bûcherons qu'il leur faisait subir.

La gendarmerie de Mery-sur-Seine a entendu plusieurs employés, Serge Barre, Dauphin Chentre, Carlos Karmann, Chambrillon, Gustave Gouot et son frère Marcel, qui ont reconnu avoir participé à l'agression. Tous ont déclaré avoir été victimes des sévices de leur chef. C'est ainsi que Barre, à deux reprises, avait été menacé à l'aide d'un rasoir.

La scène de violence a été reconstruite comme suit : lorsque Gendron eut été entraîné dans un local isolé, Chambrillon, menu d'une longue, lui ligota les mains. Alors ce fut à qui prendrait sa revanche. Tous les six le rouèrent de coups de poings et de talons, puis l'un d'eux, prenant un jet servant à toucher les cheveux, arrosa copieusement le prisonnier. Les six employés revinrent le soir et transportèrent leur prisonnier dans la cabane. Les violences recommencèrent. Gendron est soigné à l'hôpital de Troyes et le Parquet vient de décerner des mandats d'arrêt contre ses agresseurs.

Comment ! voici un type qui brutalisait les ouvriers qu'il avait sous ses ordres — ceux-ci, un beau jour, ayant considéré qu'ils en avaient assez d'être les tétes de turcs de ce vilain monsieur s'avisaient de l'excellence de ce principe : « L'union fait la force » et rassemblant leur colère, infligèrent à ce peu reluisant spécimen d'humanité une correction que, ma foi, il avait bien mérité. — Et ce sont ceux qui, après tout, n'étaient qu'en état purement légal de légitime défense, qui sont mis sous les verrous.

Certes, ils auraient pu individuellement être plus courageux.

L'un d'eux aurait parfaitement pu être hypnotisé par l'achalandage d'un armurier et se procurer un « protecteur » efficace.

Ils ont préféré donner une leçon, suivie d'une bonne douche, à ce contremaître par trop nerveux.

Ils ont bien fait — et je trouve qu'ils n'ont pas été méchants, car à leur place, je m'y serais pris d'une autre manière...

Mais leur arrestation est tout le symbole du régime.

Ici on arrête les esclaves qui se révoltent. Aux colonies, on les fusille.

Gageons que lorsque Gendron sortira de l'hôpital, on lui décernera la médaille des bons serviteurs — en même temps, bien entendu, qu'on condamnera de façon exemplaire ces bougres qui ne savent pas supporter les coups en silence.

Car il faut bien faire respecter l'ordre !

Aristote.

BONNE MÉTHODE

Dans un cinéma de quartier, un jour de la semaine dernière, un film d'actualités montrait des fêtes religieuses à Lourdes. Ce spectacle inopiné s'allongea démesurément, alors que des choses offrant de l'intérêt n'avaient fait qu'apparaître sur l'écran, des coups de sifflet partirent spontanément de différents points de la salle.

Arrêt de la projection et le gérant vint bafouiller une protestation sans queue ni tête, mais le résultat fut atteint car, à la reprise, l'opérateur fut gracie de la suite.

Faits et Documents

Nous nous plaignons, avec raison d'ailleurs, de la vie chère. Toutefois, il vient de se passer à Perpignan un fait riche d'enseignement. Des commerçants qui avaient acheté en gros, dans cette ville, des légumes et des fruits, les revendirent à des prix excessifs. Sous menace, par la police, de l'expulsion des marchands, les prix baissèrent aussitôt : pour les pêches, de 12 à 7 francs ; raisins, de 6 à 4 fr. 50 ; tomates, de 1 franc à 0 fr. 60 ; pommes de terre, de 1 fr. 20 à 20 fr. 80.

Dans cette ville, la police s'en mêla parce que les marchandises vendues y avaient été achetées et que le prix d'achat en était connu. A Paris et dans les grands centres, ce n'est pas la même chose, car il est assez difficile de connaître avec exactitude les prix d'achats à la base. Toutefois, nous avons des éléments d'appréciation dont il serait sage de tenir compte : ce sont les prix de gros. Bien qu'ils soient excessifs trop souvent, il n'y a qu'à les majorer environ du tiers pour avoir le prix de la marchandise au détail. Tout prix supérieur est un prix surflât. Le consommateur peut donc avoir une idée approximative de ce qu'il achète, car il trouve dans la plupart des journaux les prix de gros.

L'acheteur doit se défendre des marchands, qu'ils tiennent boutique ou vendent au marché ; fausse pesée, prix surfaits, marchandise avariée, autant de moyens de commerce par lesquels, trop souvent, l'acheteur est roulé. De plus, en ces temps où tout est hors de prix, il conviendrait de pratiquer une grève intelligente : grève de durée variable de la viande, de certains fruits ou légumes, en un mot, des denrées trop chères, à tour de rôle. Quand les commerçants resteront avec leur marchandise pourrie, peut-être conviendront-ils qu'il y a quelque chose à changer dans les rapports actuels entre les commerçants et la clientèle. Les consommateurs pourraient se défendre plus efficacement encore s'ils se groupaient pour ordonner leur action.

Je rectifie rarement ; je le fais cette fois. Les deux points et les guillemets qui se trouvent à la fin du premier et au commencement du deuxième alinéa indiquent que ce qui suit est de Tardieu. Il n'en est rien. Tardieu a répondu en favorisant la hausse des produits que nous dénonçons.

Le « Temps » reproduit, sans son numéro du 11 aout, une partie d'un rapport publié par la Reichskohlenverband sur la situation houillère en 1929. Il résulte du document que la production de la houille, la lignite, la coke métallurgique, s'est accrue progressivement depuis plusieurs années. Parallèlement à cet accroissement de la production, les effectifs ouvriers sont en régression constante. Voici d'ailleurs les chiffres publiés par la Reichskohlenverband concernant les mouvements de la main-d'œuvre pour les six principaux pays producteurs de houille :

	1929	1928	1929
Allemagne	580.710	554.792	555.403
Grande-Bretagne	1.037.391	951.632	931.700
France (1)	324.018	301.903	295.422
Belgique	175.544	161.404	151.306
Pays-Bas	33.638	34.037	35.731
Etats-Unis	759.177	632.831	—

On voit là quelques peuvent être les conséquences de la rationalisation qui, dans la circonstance, se retourne contre le travailleur. La machine, progressivement, l'élimine en le forçant au chômage, alors que les salariés non-payés deviennent bénéfices nets une fois que l'on a opéré l'amortissement du matériel. Et, pendant qu'il y a des chômeurs, la durée du travail, dans les usines, est encore de huit heures et quelquefois plus dans certains pays.

Les journaux à la solde du gouvernement ne tarissent pas d'éloges sur la politique financière. Il nous souvient d'une déclaration de Béranger, il y a six ans, croyons-nous, alors rapporteur de la Commission des finances, qui parlait des dangers de l'inflation pour ses répercussions sur le coût de la vie, la masse des billets émis est de 30 milliards à peine.

Or, le dernier bilan de la Banque de France accuse au 1^{er} aout une masse de billets de plus de 74 milliards. Il est à noter que la vie a doublé depuis six ans ; par contre, les salaires n'ont pas subi la même progression. A ce rythme, nous aurons dans trois ans 100 milliards de billets en circulation et la vie sera un bon tiers plus cher. Six cents francs par semaine permettront tout juste de manger des haricots et des pommes de terre...

Il y a actuellement dans le monde (2) 8.339 prêts missionnaires de différentes nationalités. La France républicaine et laïque en a, à elle seule, plus du tiers, près de 3.000, alors que les Belges en ont 815, les Italiens 784, les Allemands 612, les Hollandais 606, les Espagnols 574.

Bien entendu, les journaux cléricaux regrettent que nous en ayons si peu, car leur chiffre a diminué de 50 % en cent ans. Il y a là, paraît-il, un danger que Poincaré à la Chambre, le 15 novembre 1928, traduisait ainsi : « Nos missions répétent partout... sur tous les points du globe notre influence intellectuelle, notre langue, nos écoles sont menacées. » Chaque jour qui passe agrave le danger...

Pour nous, le danger réside dans cette Internationale noire. Et ce n'est pas flattant pour les descendants des sans-cultes de se voir représentés par des ensauvagés ; c'est à croire que les républicains, aujourd'hui, se recrutent dans les jésuites. Pour ce qui est de la représentation française à l'étranger, des médecins, des ingénieurs et des professeurs seraient plus qualifiés pour représenter une république.

BERNARD ANDRE.

(1) Sans la Sarre. Total pour les mines de houille et de lignite.

(2) Voir la *Lumière* du 16 aout.

Pierre KROPOTKINE

L'ANARCHIE

Sa Philosophie — Son Idéal

Nouvelle Édition

Prix : 1 fr. 25 — Franchise : 1 fr. 50

Les incertitudes de la science économique

III. - CAPITAL, PROPRIÉTÉ FONCIÈRE, REVENUS, RENTE

Capitalisme commercial. — Effectué directement ou par intermédiaire, arbitraire ou exactement compensé par référence à un échelon de valeur, l'échange des produits jetés dans la circulation offre aux échangistes la possibilité de pourvoir plus aisément à des besoins plus variés. Favorisant donc plutôt la consommation, il ne crée par lui-même aucun excédent qui soit susceptible d'être mis en réserve sous forme d'outillage. L'acte de commerce élémentaire, celui qui n'est pas accompagné d'une transformation ou d'une appropriation des marchandises, n'est pas la source du capital qui ne peut être trouvée ailleurs que dans le prélevement effectué sur le produit de l'effort humain ou sur celui des forces de la nature.

Mais, abstraction faite de l'emploi de la force brutale, le commerce a été le premier moyen employé pour l'accumulation et l'accaparement du capital. La révolution a apporté vite une entrave à l'exploitation directe de l'homme par l'homme et la rendait peu avantageuse. Ainsi que l'exprime Ostwald, « l'esclave, pour l'utiliser comme esclave, il fallait avant tout l'empêcher de s'enfuir (chose facile, dans la plupart des affaires en général et des entreprises maritimes en particulier) se trouvant entre les mains d'affranchis d'origine le plus souvent hellénique ou orientale. On vit alors se créer dans la société romaine, en face de la noblesse sénatoriale, une classe d'hommes puissamment riches, qui devaient leur puissance au commerce, au maniement des grandes affaires, véritable oligarchie financière qui pèse d'un poids très lourd sur toute l'économie romaine jusqu'à l'établissement de l'empire. » L'esclave prenait sa revanche en conquérant le pouvoir économique. Pourtant si le monde était retourné, il n'était pas transformé.

(A suivre.)

G. COUJON.

LA DICTATURE MUSSOLINIENNE

A L'ÉTRANGER

POLICES ÉTRANGÈRES

AU SERVICE DU FASCISME ITALIEN

Il y a quelques semaines le *Matin* (*El Matí*) de Barcelone recueillait la nouvelle qu'un proscrit antifasciste italien, Vittorio Imperiali, se trouvant à Barcelone, naturellement dépourvu de passeport, avait été arrêté et — par l'intervention de l'influence fasciste — avait été retenu jusqu'à l'arrivée d'un navire italien, où on l'avait embarqué de force pour qu'il fût livré à la « Justice » italienne. Le journal catholique, après avoir relevé l'infamie de cet acte, invoquait une enquête qui put sauver la dignité des traditions espagnoles !!!

LES NATURALISATIONS

La Direction des Faisceaux à l'étranger a publié, ces jours-ci, un petit livre qui a pour titre : « Tu es Italien, tu dois rester Italien. » Cette publication a pour but de faire de la propagande contre les naturalisations.

Or, il résulte de cette même publication fasciste que les naturalisations d'Italiens en France, qui avaient été seulement de 3.043 en 1921 (l'année avant le fascisme), se sont élevées à 6.197 en 1923, à 9.705 en 1925, à 14.424 en 1926, à 27.376 en 1928. Il manque les chiffres pour 1929, mais il semble que le chiffre soit supérieur à 40.000, et il y a actuellement plus de 80.000 demandes en cours d'instruction.

UN ARTICLE

DU JOURNAL DES « DEBATS »

Sous le titre « Le problème italien et la France, le *Journal des Débats* » a publié dans son numéro 199 un long article de M. Boissonas, ministre plénipotentiaire. Il conseille de donner certaines satisfactions au Gouvernement fasciste ; mais, sous une formule polie, ainsi qu'il convient à un diplomate, M. Boissonas explique que ces « satisfactions » ne sauraient être que l'expulsion de France des Italiens qui mènent une campagne pour la libération de leur patrie.

J'ai vécu quelques jours la grève de la vallée de la Nièvre, dans la Somme. Ce qui m'a le plus attristé, ce ne sont pas les attaques et calomnies dont j'ai été l'objet — je déje n'importe qui de les soutenir sérieusement cinq minutes — et j'en m'empêche profondément les auteurs, non, c'est l'acharnement mis par certains à semer la division dans le bloc des grévistes.

On aurait cru que, réellement, si les confédérés s'étaient fait chasser, les unitaires auraient considéré cela comme une victoire plus glorieuse que de faire capituler les Saint, seigneurs modernes arrogants et autoritaires. De même que si les unitaires avaient connu une conduite de Grenoble, les confédérés auraient admis cela comme un triomphe.

Je me suis pourtant rendu nettement compte, par moi-même, en causant avec les travailleurs, que ces questions de boutiques les dégoûtaient et qu'ils ne désiraient qu'une chose : obliger le patron à leur céder.

Dans la région du Nord, c'est le même triste tableau qui se présente. Les deux organisations syndicales se déchirent à belles dents. Les unitaires surtout mettent une ardeur farouche dans ce singulier et répugnant combat. Qu'importe, n'est-ce pas, que les travailleurs obtiennent gain de cause : l'essentiel, le principal, c'est de pouvoir accuser les

LA VOIX DE PROVINCE

AGEN

AMUSEZ-VOUS !...

Agen est vraiment la ville rêvée et ses habitants jouissent de la plus grande sollicitude de leurs dirigeants qui ne savent plus quoi faire pour les distraire.

Chaque semaine, le spectacle varie : courses de toutes sortes, joutes suivies de cavalcades et de farandoles — exécutées par des spécialistes qu'on fait venir tout exprès du Midi. C'est ravissant !

Certes, il arrive parfois que les promenades où ces fêtes sont organisées ne sont accessibles que moyennant finance ; il faut allonger plusieurs pièces de un franc, mais on se console en pensant que les organisateurs de ces réjouissances données y trouvent leurs profits. Ils sont si dévoués...

Qu'importe, c'est merveilleux ! Cela vous fait oublier que la vie, pour les prolétaires, devient de plus en plus dure et, qu'en 15 jours, le pain a augmenté de 0 fr. 40 par kilogramme. Cependant, à Agen, nous nous trouvons dans un centre de production. Qui le croirait ? Les prix sont inabordables. La masse ne s'en aperçoit pas : on dîne, on boit, on assiste aux retraites, on admire ces braves petits Indochinois, on écoute la joie dans le cœur les accents de « La Marcellaise », on s'amuse, on rit.

Notre ville est un paradis. Presque tout le monde est content, heureux, satisfait. Pourtant quelques habitants, qui n'ont pas été suffisamment dédommagés, ou pas du tout, des dégâts que les inondations leur ont fait subir — certains d'entre eux ont tout perdu — ne paraissent pas très satisfaits. Qu'ils soient patients aussi, sacrébleu ! Ça viendra, ça viendra peut-être...

Les dirigeants vous offrent des distractions. Qu'attendez-vous pour vous amuser ? C'est tout de pris en passant. N'est-ce pas, bravos habitants d'Agen ?

Du moins, nous sommes en droit de penser ainsi, puisque vous restez passifs, puisque vous ne faites pas entendre la plus petite protestation.

Et nous, « les réfractaires », nous assistons impuissants à tout cela, et c'est bien triste, profondément triste. Unissons nos efforts, si nous voulons qu'il en soit autrement !

Un Révolté.

COURSAN

LA VIE CHERE ET LES REVENDICATIONS

L'augmentation scandaleuse du prix du pain qui tend à devenir ainsi une nourriture princière, a pu montrer que le taux de nos salaires n'était plus en rapport avec le coût de l'existence.

Cette première augmentation, pour si brutale qu'elle soit, n'est, hélas ! que le prélude d'une augmentation générale du coût de la vie.

Le « Journal Officiel » du 19 juillet nous prévient, en effet, que, par décret, le gouvernement de Tardieu vient d'augmenter sensiblement les droits de douane frappant à l'importation la viande de porc, le saïndoux, les fromages, les pommes de terre; auxquels il convient d'ajouter les augmentations frappant l'avoine, l'orge et le seigle et qui vont provoquer l'augmentation du prix de vente du bœuf.

Si l'on tient compte des mauvaises révoltes qui s'annoncent, cette année, et l'augmentation que vont provoquer la mise en application des « Assurances sociales », on voit déjà d'ici ce que va être la vie des familles ouvrières.

Camarades viticulteurs, c'est le moment de se ressaisir. Tâchez que vos salaires correspondent au coût de la vie. C'est le moment de poser le cahier de vos revendications. Certaines localités ont déjà pensé à cela ; espérons qu'elles seront suivies encore par bien d'autres. Un mouvement régional paraît se dessiner et nous engageons tous les syndicats à ne pas demander seulement un salaire pour les vendanges, il faut établir un contrat de travail pour toute l'année, tout en se réservant de le modifier si le coût de la vie continue toujours sa progression.

Allons, les gars ! suivons l'exemple de nos camarades du Nord, et depuis de nombreuses semaines, mènent une lutte sans merci contre leurs exploiteurs.

Que cette fin août 1930 soit le réveil des esclaves du Midi.

CROIX

LES GREVES DU NORD

Chaque organisation : confédérée, unitaire, chrétienne, mutualiste ou autonome fait appeler aux gros sous des travailleurs pour soutenir leurs membres syndiqués. A côté de ceux-là, d'autres travailleurs en grand nom-

bre participent au mouvement malgré leur retrait des organisations syndicales. Il est assez triste de constater que la plèbe qui lutte contre la prime de servilité, dite prime de fidélité, accepte dans son propre intérieur des pratiques qui ne dévoueraient pas les potentiels de la féodalité industrielle.

Nous n'étonnerons personne en avançant que de bons camarades sincères et dévoués, dans un moment de dépit et d'écoulement des luttes intestines ouvrières ont déchiré leurs cartes ou leurs livrets syndicaux et sont également désorganisés. Cette situation n'est pas particulière au Nord, elle se présente depuis une dizaine d'années dans toutes les régions de France. A ces camarades qui ont fait preuve d'infidélité, aucun autre secours que celui du bureau de bienfaisance.

Bref, il y a une situation anormale à laquelle nous devons remédier dans la mesure du possible.

Pour la dignité du travailleur anarchiste, nous demandons la solidarité la plus large de tous les militants anarchistes. C'est pourquoi je prends la responsabilité de faire un appel aux lecteurs du « Libertaire » en leur priant d'envoyer leur obbole pour la solidarité au secrétariat de la Fédération Anarchiste du Nord : Hache Meurant, chequier postal 162-18 Lille, 1, rue d'Arcle, Croix (Nord).

Adolphe Bridoux.

NIMES

POUR PONS ET BLANCO

Dimanche 24 août, salle Jean-Jaurès, à 10 heures du matin

GRAND MEETING

de protestation contre l'extradition des deux syndicalistes Pons et Blanco.

Y prendront la parole, des orateurs locaux et Michaux, du Comité du Droit d'Asile.

TOULOUSE

LES CHARPENTIERS TOULOUSAINS

La grève du bâtiment, à Toulouse, est terminée depuis quelque temps. Quant aux menuisiers et tailleur de pierre, la grève est terminée à ce jour.

Je suis obligé de parler encore de cette entreprise, les Charpentiers Toulousains, qui exploite ses ouvriers autant, sinon plus, que n'importe quel patron.

Lors de la grève générale, la Fédération Régionale des Coopératives de Production envoie une lettre au Comité de Grève déclarant que, estimant les revendications des travailleurs du bâtiment justes et légitimes, elle les acceptait dans son intégralité.

Les Charpentiers Toulousains adhèrent et font partie de la Fédération des Coopératives de Production. Or, dans le cahier de revendications présenté par les ouvriers il y avait : l'application de la journée de huit heures, 5 francs de l'heure minimum pour les ouvriers, 4 fr. 50 pour les manœuvres et bien d'autres choses ; je ne parlerai, pour l'instant, que des deux précitées.

Aussitôt la grève finie, la dite entreprise (les Charpentiers Toulousains) est revenue au tarif d'avant-grève ; elle paye donc les ouvriers 4 fr. 50 et 4 fr. 75 ; certains ont 5 fr. l'heure, mais très peu. Quant aux manœuvres, ils arrivent à 4 francs l'heure ; il y en a qui gagnent bien moins.

Pour les huit heures, c'est une autre affaire. Obligatoirement, c'est 7 heures que l'on fait ; mais, appliquant une méthode odieuse de travail à la dite entreprise donne presque tous les travaux à la tâche et encourage les ouvriers à faire de 10 et 14 heures de boulot.

Voilà comment les Charpentiers Toulousains ont tenu leur parole envers les grévistes.

Une citation spéciale pour une équipe d'Italiens, qui prennent à peine le temps de manger à midi et qui, le soir, restent jusqu'à 8 ou 9 heures, tout en travaillant comme des bagnards. Un coup de balai s'impose réellement envers ces saboteurs des huit heures. Ils ne sont pas les seuls car, ici, parmi les Italiens, c'est la règle et, en plus, de cela, travaillent le dimanche.

Que fait l'inspecteur du travail ? Nous en reparlerons.

Roule.

PROPAGANDE REGIONALE

Dans « Le Libertaire », du samedi 26 juillet, le groupe de Toulouse avait fait un appel en faveur d'une série de conférences qu'il désire organiser pendant l'automne 1930 et l'hiver 1931. Il avait été envisagé, dans cet appel, un moyen rationnel d'organisation quant aux frais occasionnés par ces tourées.

Les orateurs qui assureront ces tourées sont n'y a pas d'empêchements :

Bastien, 1er au 15 octobre ; Vaillaux, 1er au 15 novembre ou décembre ; Lucien Huart,

le 15 janvier 1931 ; Louis Loréal, 1er au 15 février 1931 ; pour mars, nous avions présenté le camarade Besnard, mais celui-ci ne peut assurer une tournée de conférences ; nous verrons un autre camarade, enfin, nous terminerons avec Basile du 1er au 15 avril.

Le groupe de Toulouse invite les camarades de Narbonne, Coursan, Lézignan, Ourasques, Beziers, Pézenas, Agde, Montpellier, Nîmes, Almargues, Beaucaire, susceptibles d'organiser avec lui, à se mettre en relations avec le camarade Nan Victor, 32, rue Cany.

N. B. — Prière de se reporter au numéro du « Libertaire » du 26 juillet pour examiner la forme d'organisation préconisée par le groupe :

Le Secrétaire : V. Nan.

EN ATTENDANT... VOICI LE BOUQUET !

Les Assurances sociales, qui doivent être exclusivement réservées au profit de la classe ouvrière, sont entrées en application depuis le 1er juillet 1930.

Comme toutes les lois d'ailleurs, celle-ci, avec ses 247 articles, est un chef-d'œuvre de nos parlementaires qui délibèrent nuit et jour mais il s'agit d'apporter un soulagement à la misère des esclaves. Voyez comme ils savent s'imposer des sacrifices et surtout depuis que Tardieu est devenu cocher.

C. G. T. qui, depuis très longtemps, était au « repos-congé » au sujet des revendications, a mobilisé tous ses témoins afin que ceux-ci dorent la pluie par leurs beaux discours, ayant de la faire avaler au brave poulo.

La C. G. T. U., qui avait lancé l'ordre de

créer des caisses spontanées pour centraliser les versements ouvriers « et non capitalistes », devant le flanc et le peu de confiance de la classe ouvrière (voyez orphelinat des cheminots), se voyant mise au rancart, a changé subtilement de tactique et s'est dressé contre le versement ouvrier. Mais elle est en principe pour les Assurances sociales, véritable organisation de mouchardage et d'escroquerie.

Les patrons, eux, philanthropes par nécessité, verseront 5 % comme leurs ouvriers, avec bon espoir de les récupérer par l'augmentation des produits. Le Consortium du Textile du Nord déclare, dans un communiqué à la presse, que les A. S. apportera une amélioration au sort de la classe ouvrière.

Donc, tous ces rôtiards, tous ces charlatans de la politique, tous ces escrocs sont devenus, enfin, des hommes honnêtes et serviables à la classe ouvrière et tous font miroiter, d'un commun accord, les uns en France, d'autres en Russie, la noblesse des Assurances sociales.

Nous, anarchistes, nous les connaissons suffisamment pour ne pas être dupes de pareilles tartufferies. Convainquez que le bonheur du peuple ne sera l'œuvre que du peuple lui-même, et non de ses ennemis et qu'en régime capitaliste basé sur la rapine et le vol, la bourgeoisie et ses soutiens les politiciens profitent de la naïveté de la classe ouvrière pour mieux l'asservir et l'exploiter, nous ne marcherons pas.

Certes, tous les ouvriers ont droit, en cas de maladie ou arrivés à un certain âge, à une vie soutenus par toute la collectivité ; mais aujourd'hui, malgré les Assurances sociales, on fait tout pour que l'ouvrier crève épaisse par une vie de souffrance et de labour, pendant que le bénéfice de la production est réservé à quelques-uns qui, aidés par le gouvernement, se chargent, comme de 14 à 18, d'empêcher les ouvriers de devenir vieux en leur répartissant, non pas l'or qu'ils ont versé, mais des morceaux d'acier et de belles croix en fer forgé.

Certes, tous les ouvriers ont droit, en cas de maladie ou arrivés à un certain âge, à une vie soutenus par toute la collectivité ; mais aujourd'hui, malgré les Assurances sociales, on fait tout pour que l'ouvrier crève épaisse par une vie de souffrance et de labour, pendant que le bénéfice de la production est réservé à quelques-uns qui, aidés par le gouvernement, se chargent, comme de 14 à 18, d'empêcher les ouvriers de devenir vieux en leur répartissant, non pas l'or qu'ils ont versé, mais des morceaux d'acier et de belles croix en fer forgé.

Voilà, mes camarades, ce que seront les Assurances dites sociales ; et pour y avoir droit, pour un avenir meilleur, sacrifiez un peu de votre présent. Sachez, comme les pâtiflens, vous imposer un peu de sacrifice. Importez si, aujourd'hui, le pain étant à 2 fr. 30 le kilo vous ne pouvez en donner à vos gosses selon leurs besoins, si la cherté de la vie « œuvre des mercantis », ne vous permet pas de manger à votre faim, vous pouvez être fiers à la pensée que votre avenir est assuré.

A Toulouse, plus que partout ailleurs, cette faim loi se fait sentir sur les épauilles des travailleurs. Salaires de famine, parce que les ouvriers non organisés et ne s'occupant que de politique et de sport, sont écrasés par un patronat arrogant et spoliateur. Alors que les denrées nécessaires à la consommation, le gas et les transports sont très élevés, 5 % rouge encore sur les maigres salaires, et Toulouse, dénommée historiquement — je ne sais pourquoi — ville rose, est devenue ville noire, noire de la misère de tous les travailleurs.

Oui, camarades, répondez à tous ces bon-

meuteurs en vous organisant solidement en dehors de la politique, pour lutter contre tous ces profiteurs et pour une société meilleure où les vraies assurances sociales seront appliquées par le droit à la vie de tous les producteurs.

A. Mirande.

LETTERE OUVERTE A M. PAUL MATHIE

DE « L'EXPRESS DU MIDI »

J'ai eu l'heureuse fortune, monsieur, de lire votre prose qu'insérez, le 3 aot courant, le bien-pensant « Express du Midi », en un article intitulé « L'Evolution des Illégislistes ».

Quelques camarades et moi, mécontents que nous sommes, en avons bien ri ; vraiment, vous ne volez pas votre argent à ces gens de la rue Roquelaire, et le pisse-copie que vous êtes bien digne de la maisonnée dont il lèche les bottes.

Ne tremblez plus, bourgeois ! mangeurs de pains à cacher ! Tartuffes et jésuites ! M. Paul Matheix vous a réconfortés, tranquillisés. Les anarchistes en France n'existent plus ; finis les Ravachol, les Emile Henry, les Vaillant qui ont si longtemps peuplé vos nuits de cauchemars et dont le souvenir vous fait si tard vos boyaus en sous-vêtements de culotte.

Les anarchistes n'existent plus, dormez en paix, bourgeois !

Ainsi, monsieur Matheix, vous avez vu ça tout seul, qu'il n'y avait plus d'anarchistes en France, car la plupart, paraît-il, sont allés grossir les rangs du parti communiste ? Seule leur présence, dites-vous, se révèle lorsqu'ils comparaisent devant les tribunaux comme les autres militants du parti bolcheviste ; attirés par leur réputation de révolutionnaires, ils sont alors arrêtés et condamnés.

La propagande de notre journaliste et le lèche-cul appointement, vous ne pouvez cependant pas ignorer combien sont nombreuses les apparitions devant ces mêmes tribunaux de malheureux individus dévoyés et dont l'éducation fut faite dans vos jésuites ; pas plus que vous n'ignorez les nombreux cas en France et ailleurs, identiques à celui de la rue des 36-Ponts, dans une institution libre de Toulouse. Je ne voudrais pas insister outre mesure, cher « monsieur » ; mais, voyez-vous un peu que j'aile dire à ceux qui me lirez que les bons catholiques, dont vous êtes, sont entraînés par une mentalité découlant de leur éducation, vers les turpitudes qui les emmènent, hélas ! bien souvent que les anarchistes, devant les tribunaux de notre bienheureuse France.

Attention, monsieur Matheix, même des meilleures choses, on ne saurait abuser sans danger.

Mais quel ineffable plaisir de vous lire et comme on sent, dans vos lignes, cette honte chrétienne, ce pardon des offenses, cette beauté d'âme qui sont incontestables de votre apanage, messieurs de la religion.

Qui, vous avez tout cela — à condition qu'on veuille bien s'en persuader, que l'on veuille croire, yeux fermés et oreilles bouchées ; à condition que l'on soit de la chair malléable et corvéable à merci ; à condition que le cœur et le cerveau atrophies. L'on se complaît dans l'obscurité et l'ignorance. Mais si l'on ouvre les yeux à la lumière, si l'on a soif de savoir et d'aimer, on vous voit alors, vous et vos vôtres, rampants dans l'ombre, visqueux reptiles et répugnantes cloportes, maîtres fourbes et calomniateurs infects ; rouges du sang de vos milliers de victimes.

Et vous voudriez salir Ferrer, faire le procès des Ravachol, des Emile Henry, des Vaillant ?

C'est beaucoup de prétentions à vous, monsieur Matheix ; il vous faudrait pour cela, vous laver des crimes que vous avez sous la conscience, vous et vos pareils. Souvenez-vous de l'un des vôtres qui, devant l'hésitation de ses sbires à exterminer complètement des gens sans défense, s'écriait : « Tuez-les tous. Dieu reconnaîtra les siens ». Après cela, vous auriez le front de nous traiter d'assassins ?

Vous avez toujours été l'entrée au grés, à la science. Souvenez-vous de Galilée. Je ne veux pas vous suivre au long de votre article ; mais que vous attaquez sont moralement hors d'atteinte de vos bavées et nous considérons trop qu'on ne peut être sali que par la boue.

Cependant ce que je peux bien vous affirmer en toute connaissance de cause

TRIBUNE SYNDICALE

Dans le même sac

Lorsque — il y a à peu près un an — eut lieu le cinq ou sixième « vidage » du Parti Communiste, ceux qui épousaient les querelles de Deveaux, Garchery et tutti quanti sortirent du Parti et, par la même, de la majorité de la C. G. T. U., il y eut de leur part une manœuvre qui, jusqu'à ces derniers temps, réussit assez bien.

Pour enlever — ou, du moins, l'essayer — la direction générale aux Monmousseau, Sémard et autres coquins qui traîquent le mouvement syndical pour le profit du Parti moscouitaire, les néo-minoraires allèrent tout de suite trouver ceux qui, restant fidèles au syndicalisme révolutionnaire, avaient depuis Saint-Etienne maintenu haut et ferme les principes contenus dans la charte d'Amiens.

« Faisons trêve à nos divergences de tendance, disaient les Schumacher. Nous nous sommes aperçus que si le syndicalisme ne reste pas indépendant de tout parti politique, c'est à bref délai la mort du mouvement ouvrier. Unissons-nous donc, constituons un front commun pour chasser des postes dirigeants les domestiques de Moscou qui sont en train de causer un mal terrible à la classe ouvrière. Faisons le bloc de toutes les énergies, constituons un comité pour l'indépendance du syndicalisme qui mènera la lutte contre les stipendiés de Staline. »

Naturellement, ceux qui avaient fait partie des « charrettes » antérieures, l'équipe Chambelland et Compagnie, de la Révolution prolétarienne, s'empresseront de répondre à un tel appel qui, au fond, coïncidait à leurs aspirations. Dans le fond, il n'y avait pas tellement de différences entre la R. P. et les nouveaux exclus.

Les uns et les autres avaient travaillé de concert, dès le lendemain de Saint-Etienne, à faire de la C. G. T. U. une succursale du Parti bolcheviste. Les uns et les autres avaient été *personne grata* auprès des Zinovief et Staline. Ils avaient joué dans le mouvement révolutionnaire français le même rôle de diviseurs, de bourreurs de crânes, d'insulteurs et de calomniateurs en compagnie de ces mêmes Monmousseau et Gourdeau qu'ils combattaient aujourd'hui parce que la répartition des batecks avait été trop manifestement en leur défaveur.

Mais la tendance restée fidèle à la charte d'Amiens, celle qui, depuis Saint-Etienne et malgré Bourges était restée dans la C. G. T. U. avec l'espérance que la centrale qu'ils avaient fondée arriverait enfin à sortir de l'ormière politicienne; cette tendance-là, dont tous les militants en vue avaient été vilipendés par ceux-là mêmes qui fondaient la nouvelle minorité — il est semblé logique que cette tendance se tint à l'écart du regroupement qu'on ébauchait et dont la direction était confiée aux hommes qu'ils avaient appréciés pour leur besogne nécâtre depuis 1922.

Et bien ! nos camarades eurent la naïveté de s'allier avec les Schumacher, Chambelland, Deveaux et autres Chauveaux.

Oubliant que, à peine un an auparavant, ils avaient par ces individus été calomniés d'une façon immorale; faisant taire leurs ressentiments, ils acceptèrent d'entrer dans ce Comité pour l'indépendance du syndicalisme.

Mieux même : lorsque les nouveaux débarqués de la galère bolcheviste fondèrent leur Cri du Peuple, ils y aidèrent par tous les moyens ; faisant circuler les listes de souscriptions auxquelles ils inscrivaient leur obbole, s'inscrivant comme membres de la « phalange du Cri » pour aider à la diffusion et au grand développement de cet organe.

Je possède, parmi les camarades de cette tendance, des amis — même plus que des amis. A ceux-là, je disais, lorsque se constitua ce fameux comité : « Prenez garde vous allez vous associer avec des individus sans aucun scrupule qui veulent simplement se servir de vous pour assouvir leur rancœur. Ce qu'ils cherchent, ce n'est pas à sauver le syndicalisme de l'emprise des politiciens professionnels (dont ils sont). C'est tout simplement à reconquérir une place prépondérante dans la C. G. T. U. — place qu'ils occupaient naguère et dont ils ont été chassés parce que le jeu de bascule de la politique stalinienne l'a exigé.

« Souvenez-vous de ce qu'ils ont fait lorsqu'ils avaient entre leurs mains la V. O., le comité confédéral unitaire. Rappelez-vous Saint-Etienne et Bourges où ces gens-là vous ont insultés et calomniés avec le même vocabulaire dont use Monmousseau. Remettez en votre mémoire les articles qu'ils publiaient dans l'*Humanité* après le 11 janvier 1924, articles dans lesquels vous êtes quotidiennement entraînés dans la boue. On vous fait des rasettes, c'est pour se servir de vous. Mais ces gens-là sont vos ennemis au même titre que les malfaiteurs du bureau politique du Parti communiste. »

Ces amis me répondraient que j'exagérais, que mon « sectarisme » me faisait ouvrir de mauvais desseins à des hommes qui, après tout, avaient bien pu se tromper jusqu'ici, mais qui paraissaient résolu à réparer le mal qu'ils avaient fait.

Or, j'ouvre le Cri du Peuple du 13 août et, dans un écho consacré au Congrès fédéral de l'enseignement de Marseille, voici ce que je lis :

C'était mieux qu'un voyou ce délégué communiste qui disait, à la sortie de la séance finale du Congrès :

— Si on en tuait un ! Exécute par les injures qu'il avait proférées toute la nuit contre la minorité et plus encore contre les centristes, il pensait sans doute qu'un exploit héroïque contre un militant centriste ou contre un minoritaire couronnerait dignement cette manifestation de démocratie syndicale.

Le couteau ou le revolver après la bave.

La trique n'a pas porté honneur aux anarchistes et aux gens du Pacte.

Les vociférations et le couteau ne porteront pas davantage honneur aux communistes et à leur Pacte élargi.

Les syndiqués, de quelque tendance qu'ils

se réclament, s'ils ne sont pas des fous fanatiques, ne toléreront pas de telles meurs.

Quand les « purs » se présenteront dans les syndicats de l'Enseignement, ils s'entendront dire : « Parlez-nous un peu de Marseille. »

On voit que nos anciens « purs » n'ont pas renoncé à l'injure et à l'insinuation calomnieuse envers nos amis — dont ils demandent l'aide et dont ils veulent se servir.

Ceux qui dirigent le Cri du Peuple devraient faire, pourtant, montre d'un peu plus de pudore.

Le « Pacte » a été un engagement pris entre divers pour sauver le syndicalisme — la C. G. T. U. d'alors, en l'occurrence — de la domestication que les leaders du Parti communiste français voulaient leur faire subir.

Et ceux contre qui le « Pacte » était dirigé, ceux qui voulaient à cette époque faire de la C. G. T. U. une vulgaire succursale du P. C. s'appelaient... Chambelland, Deveaux, Schumacher, Chauveau, Gourdeau, Monmousseau, etc.

Quant à l'histoire de triques, c'est encore une petite saleté qui ne nous étonne pas de la part de ceux qui furent solidaires de l'assassinat de Poncet et de Clos, à la Grange-aux-Belles.

Le même vocabulaire fleurt au Cri qu'à l'*Humanité*. Les anarchistes sont toujours les bêtes noires parce qu'ils y voient clair et ne se laissent pas une nouvelle fois duper par les arrivistes.

Camarades anarcho-syndicalistes qui avez adhéré au fameux Comité pour l'indépendance du syndicalisme, vous voilà déçus.

Gens de l'*Humanité*, de la V. O., du Cri, de la Vérité, tous sont des politiciens d'accord quant au but à atteindre, mais désunis parce que la gamelle n'est pas partagée également.

Vous n'avez rien à faire dans ce comité.

Reprenez votre indépendance. Constituez vos groupes de minorité nettement anti-politicienne. Concertez-vous pour œuvrer sincèrement à l'unification du mouvement syndical indépendant de tout parti ou secte politique.

Parti socialiste, Parti communiste, Parti ouvrier-paysan, minorité trotskyste ou minorité du Cri, ce sont tous des organismes qui veulent accaparer le mouvement ouvrier pour leurs fins politiciennes.

Ils sont tous à mettre dans le même sac.

Louis RAFFIN.

C. G. T. S. R.

Contre un homme

Reéditant, pour les mêmes raisons l'exploit de Marx contre son irréductible adversaire, Michel Bakounine, un certain Emmanuel Berl, se livre dans le no 113 de la revue *Monde*, dirigée par Henri Barbusse, à une inqualifiable agression contre la mémoire du grand révolutionnaire russe, fondateur du mouvement fédéraliste dans la 1^e Internationale.

M. Berl n'oublie qu'une chose : Ne calomnie pas qui veut. C'est son cas. Le géant russe — non par la taille, mais par les connaissances, l'activité et le courage — est au-dessus des attaques d'un pygmée de son espèce.

Les histoires qu'il publie dans *Monde* — qui n'est guère honoré d'une telle collaboration — nous les connaissons. Elles sont vieilles de 70 ans. Il a beau invoquer la caution des archivistes, misées à jour par les bolcheviks, ses patrons, il n'arrive pas à prouver l'existence de la soi-disant confession de Bakounine. Où est la garantie d'authenticité qui emporterait la conviction ? M. Berl croit Nicolas I^r sur parole. Et M. Berl croit Nicolas I^r sur parole. Et il est tout drôle de révolutionnaire !

Qu'est-ce qui prouve que Bakounine, enfin dans la forteresse Pierre et Paul, tient le langage que lui prête Berl ? Rien. Personne d'autre, excepté Nicolas I^r et ses valets n'a assisté à la scène.

Que M. Berl se fasse cautionner par Nicolas I^r, c'est son affaire. La notre consiste avec cette haute conscience que fut James Guillaume, à nous éléver contre cette imposture.

Sachez, monsieur Berl, que si J. Guillame avait ajouté foi aux calomnies de Karl Marx — les mêmes que les vôtres, ce qui prouve que Nicolas I^r avait parlé bien avant vous et vos maîtres — il n'eût pas écrit pour sauver la mémoire de son ami de l'oubli, les six admirables volumes qui ferment les œuvres de Bakounine.

Car Bakounine eut James Guillaume, si Karl Marx eut Frédéric Engels. Vous ne l'ignorez pas, sans doute.

La vérité, c'est que Marx, comme Nicolas I^r, avait intérêt à perdre Michel Bakounine.

Et vous aujourd'hui, pauvre nabot, pauvre valet de plume, vous tentez, pour le compte de vos maîtres, de désorienter les anarchistes, les fédéralistes, les syndicalistes révolutionnaires à notre époque. Et vous vous laissez attirer à travers Bakounine.

La preuve ? C'est vous qui la donnez, la voici :

Comme il est moderne ! Et comme il dé passe, quand même de sa hauteur, nos pères révolutionnaires anarchiques. Ils ferai entant de moins, ils n'auront pas son prestige. Leur cœur est celle de Bakounine. Pour eux, la Révolution est un miracle. Quelque chose qui survient et non quelqu'un chose qui se fait. Il n'aiment ni le travail, ni la logique. Ils attendent une révolution de l'intuition, une brûlante révolution où l'ordre déordonné assouvit les complexes sexuels et la destruction, les compléments d'infériorité.

Ils confondent la Révolution avec la Révolution, ils préfèrent l'individu au groupe, le scandale au travail, la sensualité à la logique. Révoltes de malades, qu'un psychanalyste sans doute guérirait. Ils haïssent dans l'Etat le symbole de l'autorité paternelle, non parce qu'il est mauvais, mais parce qu'il est d'ordre. Ils aiment les métaphysiques obscures et les mystères de toute sorte, parce qu'ils aiment leurs complexes, leurs maladies. Ils espèrent dans les ouvriers qui travaillent mal, car l'incapacité leur semble déjà une révolte. Au lieu que Marx espérait dans l'ouvrier qui travaille bien.

Qu'est-ce que la révolution pour Bakounine ?

L'incendie de Paris par les faubourgs, l'arrestation brusque de tout travail, de toute orga-

nisation sociale... En fait, un fascisme : car l'ouvrier qualifié ne tolérerait pas longtemps la dictature de l'ouvrier non qualifié, et ne suivrait pas longtemps les apologistes « de la destruction pour la destruction ».

Qu'est-ce que la Révolution pour Marx ? Le moment où la société se dépêtra violemment des contradictions bourgeois et établit un ordre plus rationnel pour un progrès plus rapide.

On arrive fatidiquement à l'une ou à l'autre de ces thèses, suivant que la Révolution nous est inspirée par l'inassouvissement de nos instintifs ou par la réflexion sur la condition d'autrui. Qui aime le peuple, qui connaît et ressent une paternité, devient marxiste. Peu à peu, il se discipline afin de servir plus efficacement. Qui s'aime soi, et devient individualiste, même s'il pousse des formules hégelianes, même s'il pousse des critiques lyriques en faveur de la Révolution, il s'oppose à l'anarchie. Déjà il rêve à la maison de campagne où Bakounine, précisément, habite.

Pour eux, la Révolution, c'est eux-mêmes, et eux-mêmes, leur exaltation. De l'alcoolisme, donc, à l'erotisme, et, de café en café, ils confondent la fumée de leur pipe avec la fumée des usines. Bien sûr, on mal inspiré, selon le vent, qui les poussera, le temps qui les attire, selon le jeu alternatif de leurs complexes sexuels et de leurs complexes sociaux, ils peuvent se faire sur une berline et ils peuvent établir leur communauté. Mais alors ne la sauront dire d'avance, puisque nul principe nulle fidélité ne leur égarera les plus choquantes volte-faces : Ils peuvent devenir des martyrs (un accident est vite arrivé), ils peuvent devenir des trahisseurs. Voiez Israël, Je ne chercherai pas d'autre exemple. Le plus souvent, ils restent des littérateurs et vivent de parasitisme.

Excellent gibier pour Dostoevsky, et même pour Gide. Mais quand les prolétaires leur font confiance, leur internationale s'effondre. Il faut des années d'oppression et de souffrance pour regagner le terrain que ces individualistes bohèmes ont fait perdre, avec leurs jets de salive et leurs gestes désoeuvrés.

Emmanuel BERL.

(*Monde*, no 43, page 16.) Ceci vous condamne. Votre bonne foi est jugée. Vous êtes une « canaille salariée », en service commandé.

Sachez, cependant, qu'en dépit de tous leurs efforts, vos patrons « ne triomphent pas. La fin de leur règne est proche et les « petits révolutionnaires anarchiques » que nous sommes leur signifieront sous peu un congé définitif.

Vous êtes un coquin de lettres (?) Monsieur Berl. Nous vous méprisons et nous nous souviendrons de vous. Tout se paie.

C. G. T. S. R.

Réunion de la C. A. ce soir, vendredi, heure et lieu habituels.

* * *

Aux Ouvriers de l'Ameublement

Dévant l'indifférence qui atteint les travailleurs du meuble depuis quelques années, provoquée par le dégoût de voir les organisations syndicales faire de la politique en s'inséparant au conservatisme bourgeois, ou prôner la surenchère de l'étatisme communiste, ordonnant l'obéissance comme à des soldats, excluant ainsi l'initiative et la pensée libérale.

Il était utile que se constitue un nouveau Syndicat afin de regrouper les éléments sains, les jeunes et les hésitants épars dans le faubourg et la banlieue.

L'union fait la force, plus que jamais nous devons nous sentir les coudes. Seul, on ne peut rien ; unis on peut agir contre les exigences patronales et capitalistes. Unis, on peut efficacement autour de soi les sentiments de raison qui nous inspirent.

Fait à une situation qui, après des années de surproduction, tend de plus en plus au chômage. Devant la situation du pays qui est sans issue si ce n'est la banqueroute.

Alors que Bangs et Gouvernement résolvent tout de suite le problème en nous mettant le pain à 2 fr. 40 à la livre ; et se réservant pour paner à la faille à nous donner du pain, nous devons nous sentir le cœur lourd, à la prochaine réunion le vendredi 22 août, à 8 h. 30, rue Duhesme, à 20 h. 30. Présence de tous indispensables.

C. G. T. S. R. — Réunion de tous les syndicats de l'Ameublement.

Invitation cordiale aux sympathisants pour qui assistent à nos réunions.

C. G. T. S. R. — Réunion de tous les syndicats de l'Ameublement.

Le groupe se réunit mardi 26 août, au 48, rue Duhesme, à 20 h. 30. Présence de tous indispensables.

C. G. T. S. R. — Réunion de tous les syndicats de l'Ameublement.

Le groupe se réunit mercredi 27 août, au 170 du Faubourg-Saint-Antoine, à 20 h. 30. Questions diverses.

C. G. T. S. R. — Réunion de tous les syndicats de l'Ameublement.

Le groupe se réunit vendredi 28 août, au 170 du Faubourg-Saint-Antoine, à 20 h. 30. Présence de tous indispensables.

C. G. T. S. R. — Réunion de tous les syndicats de l'Ameublement.

Le groupe se réunit vendredi 28 août, au 170 du Faubourg-Saint-Antoine, à 20 h. 30. Présence de tous indispensables.

C. G. T. S. R. — Réunion de tous les syndicats de l'Ameublement.

Le groupe se réunit vendredi 28 août, au 170 du Faubourg-Saint-Antoine, à 20 h. 30. Présence de tous indispensables.

C. G. T. S. R. — Réunion de tous les syndicats de l'Ameublement.

Le groupe se réunit vendredi 28 août, au 170 du Faubourg-Saint-Antoine, à 20 h. 30. Présence de tous